

Bruno-Manser-Fonds
Association pour les peuples de la forêt pluviale



BMF, Heuberg 25, CH-4051 Bâle, Suisse

Editorial

Sur chacune de nos lettres circulaires, l'image de couverture montre des habitants de la forêt pluviale malaysienne vivant en harmonie avec leur environnement. Le peu qu'ils possèdent, les Penan le partagent avec leurs visiteurs, sans aucune idée de profit – comme si les visiteurs faisaient partie de la famille. N'avons-nous que la beauté des Penan à opposer aux funestes messages qui nous parviennent de la jungle? Devons-nous assister, impuissants, à la spoliation d'un peuple pacifique, dépossédé de son seul bien: son habitat forestier?

Les réactions de la nature ne sont ni des récompenses, ni des punitions, mais seulement des conséquences. Conséquence, les inondations catastrophiques des années 80, qui ont amené le gouvernement thaïlandais à interdire dans tout le pays l'exploitation commerciale du bois. Conséquence aussi, les incendies de forêt indonésiens qui font pleurer des millions de Malayasiens: c'est en pillant des forêts pluviales autrefois intactes que l'industrie des bois tropicaux a ouvert la voie au soleil et au vent qui dessèchent les sous-bois, condition première pour qu'un feu puisse prendre de pareilles proportions. Peut-être que cette catastrophe incitera les gouvernements des pays tropicaux à placer sous protection – pour le bien de leur propre population – les forêts encore intactes. Peut-être aussi convaincra-t-elle Taib Mahmud, ministre d'Etat du Sarawak, de tenir enfin la promesse faite il y a bientôt 10 ans, en créant une réserve de la biosphère chez les Penan. Le temps presse: déjà, les bulldozers ont gagné les abords du dernier fleuve au pays des derniers Penan nomades. Leur espoir repose sur nous: chacune et chacun d'entre nous peut les aider, ici et maintenant.

Pendant que le gouvernement suisse se contentait de parler, 39 communes suisses et 5 cantons ont décidé de renoncer aux bois tropicaux. En Alsace, grâce aux efforts de François Steimer, 28 communes se sont prononcées dans le même sens. Fort de ces résultats prometteurs, le BMF lance une campagne pour inciter les 2897 autres communes suisses à ne plus recourir, pour leurs constructions publiques, à du bois provenant de forêts pillées (tropicales ou nordiques), mais autant que possible au bois de la région. N'hésitez pas à téléphoner aux autorités de votre commune pour demander où en est l'examen de cette question.



Photo: Bruno Manser

En effectuant nos achats, nous exerçons tous une certaine influence sur le cours de choses. Quand nous optons pour des produits au bilan écologique le plus favorable, nous contribuons activement à résoudre les problèmes environnementaux. Il s'agit en règle générale de produits fabriqués dans la région, peu gourmands en énergie (transports) et offrant les meilleures garanties quant à leur durabilité (réparations) et à leur recyclage. S'il s'avérait nécessaire, prochainement, de rénover le siège de l'ambassade de Suisse à Kuala Lumpur, nous recommanderions donc l'utilisation de bois malaysien – produit, bien entendu, selon le principe de l'exploitation durable!

Merci à toutes les lectrices et à tous les lecteurs qui nous ont permis de couvrir les frais de défense des quatre Penan prisonniers et de recourir contre l'octroi de concessions forestières au pays des Penan. Tous nos espoirs reposent maintenant entre les mains de la justice. Mes remerciements vont aussi à Ueli Widmer (conseiller d'Etat du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures), à Christoph Eymann (conseiller national), à John Künzli (secrétaire BMF), à René Rohner (président de l'association «Kein Stolz auf Tropenholz!»), à Roger Graf et à vous tous, pour votre soutien. Chaque contribution représente une lueur d'espoir pour les Penan.

Joyeuses fêtes et bonne année à tous!

Bruno Manser

Nouvelles du Sarawak

Présentées par Roger Graf

Bakun: travaux temporairement arrêtés

Zurich/Kuala Lumpur, novembre 1997

Pour des raisons économiques, la construction des installations hydroélectriques de Bakun (2400 mégawatts) est momentanément interrompue. Anwar Ibrahim, vice-président de la Malaysia, a annoncé que la réalisation de plusieurs grands projets – dont le barrage de Bakun – allaient subir un retard de deux ans au minimum. Du fait de l'effondrement du cours du ringgit (la monnaie du pays), ces projets ont considérablement renchéri. En ce qui concerne la construction du barrage de Bakun, des communiqués de presse indiquent que le contrat liant ABB (Asean Brown Boveri) à la société Ekran (maître d'œuvre) aurait été dénoncé. Mais selon ABB, qui dément cette information, des tractations seraient toujours en cours.

Des monocultures remplaceront la forêt

Kuala Lumpur/Kuching, novembre 1997
(«Tigerpaper»/Perkasa)

Le ministère malaysien de l'économie a annoncé la prochaine extension des plantations forestières dans tout le pays. Ces plantations couvrent actuellement 692 km² sur le continent (péninsule); à Bornéo, elles totalisent respectivement 1127 km² (Sabah) et 100 km² environ (Sarawak). Au cours des dernières années, les forêts semi-naturelles ont produit quelque 35 millions de mètres cubes de bois par année. En 2010, elles ne fourniront plus que 26 millions de mètres cubes. La capacité actuelle des scieries industrielles du pays s'élevant à 27 millions de mètres cubes, les plantations devront donc produire davantage

de bois pour répondre à une demande qui ne cesse de croître. Jusqu'ici, la plupart des plantations ont été établies par l'Etat. Dorénavant, l'économie privée devrait s'engager davantage. YAB Datuk Patinggi Tan Sri Dr Haji Abdul Taib Mahmud, ministre d'Etat du Sarawak, a annoncé qu'une partie des 64 000 km² de réserve forestière devront être «déclassés» au profit de plantations forestières ...

Le Sarawak, premier producteur de cellulose

Bintulu, le 25 mai 1997 («The Star»)

D'ici au tournant du siècle, le Sarawak devrait devenir le plus grand producteur mondial de cellulose. C'est du moins ce qu'a laissé entendre Taib Mahmud, ministre d'Etat du Sarawak, en posant la première pierre de la nouvelle fabrique de pâte à papier «Borneo Pulp and Paper Sdn Dhd». Cette usine, dont le coût est estimé à 2,5 milliards de ringgits (soit environ 900 millions de francs suisses), est en construction à Ulu Tau, près de Bintulu. Pour ce projet, la «Sarawak Timber Industry Development Corporation» et l'«Asian Pulp & Paper Company Ltd» ont créé une entreprise mixte (une «joint-venture»). Selon Taib Mahmud, ce projet aura une grande influence sur le développement socio-économique du Sarawak: «De tels projets pourraient fournir un revenu à des gens qui ont vécu pendant tant de générations dans la pauvreté» (cette parole du ministre, citée dans «The Star», évoque les autochtones, n.d.l.r.). Pour alimenter la fabrique, l'Etat plantera sur 2000 km² des essences à croissance rapide («cinq fois plus rapide que celle des arbres de la forêt»). Dès sa mise en activité, prévue fin 1999, la fabrique produira annuellement 750 000 tonnes de pâte à papier.

Seule la destruction est «durable» dans la politique de gestion des forêts malysiennes. Comment expliquer autrement que des forêts que l'on dit gérées selon le principe de l'exploitation durable doivent être remplacées par des plantations?
Photo: Bruno Manser



Nouvelles du Sarawak

Deux informations reçues en été 1997

(traduites de la langue des Penan par Bruno Manser)

Laissés pour compte

Nous voilà assis sur les branches des mé-rantis abattus, tels des macaques. Combien de fois avons-nous discuté avec la compagnie d'exploitation? Ces gens sont sourds. Quand un sanglier ou un cerf est touché par la flèche d'une sarbacane, il n'a pas de téléphone pour appeler au secours. Isolé dans ses montagnes, le Penan est dans le même cas. La compagnie a voulu nous offrir du riz et de l'argent. Nous avons refusé. Il nous reste une petite surface de forêt. Si nous la défendons, la police viendra, et leurs «pom-pom-pom» retentiront dans toute la région. Kusui, un forestier chinois, a même tiré sur nous! Nous sommes comme un enfant rejeté par les siens, qui erre sans lumière, tâtonnant dans la nuit. Nous cherchons seulement à vivre. Pour nous tous, enfants, femmes, pères et mères, c'est très difficile. La compagnie forestière travaille le long des fleuves Magoh et Adang, dans des territoires qui, selon les promesses faites, devaient devenir des réserves. En aval seront plantés des palmiers à huile. Là ne sera plus toléré un seul arbre, pas même une tige grosse comme le doigt! Il n'y aura même plus de bois de feu.

Gerawet Megut (nomade du Magoh)

Un étrange cadeau

Autrefois, les Penan portaient des peaux de bêtes et des vêtements en raphia. Pour allumer un feu, ils se servaient de silex et de fibres de palme. Province du sultanat de Brunéi dès le XV^e s., le Sarawak a été dirigé par

des rajah jusqu'à l'invasion japonaise (1941). De 1946 à 1962, c'était une colonie anglaise. Et maintenant nous sommes malaysiens. Longtemps avant toute forme de gouvernement, nous vivions déjà dans la forêt. C'était parfois difficile, mais jamais autant qu'aujourd'hui, où nous devons lutter contre l'industrie du bois. Les compagnies forestières progressent sans rien demander. «Que cela vous plaise ou non, nous exploiterons votre forêt», nous répondent les bûcherons quand nous essayons de les retenir. Aucun représentant du gouvernement ne nous aide à surmonter nos difficultés. Les militaires et la police nous empêchent de nous défendre et nous forcent à nous taire. Pour compenser la destruction de la forêt, la compagnie a voulu m'offrir une automobile. Je ne l'ai pas acceptée. Que ferai-je d'une voiture quand je ne trouverai plus de nourriture? La manger? Et si je l'utilise, qu'en ferai-je quand elle ne marchera plus? Pourquoi amener en ville les membres de ma tribu: pour qu'ils volent et se disputent? Je suis allé souvent à Marudi, Miri et Kuching. Sans argent, à quoi bon regarder les magasins?

Mon cœur n'est pas à vendre. D'autres, qui ont accepté des milliers de ringgits, considèrent que nous sommes stupides. Même si l'on en reçoit beaucoup, l'argent finit par manquer. Tandis que si nous vivons dans ce qui nous reste de forêt vierge, il y a suffisamment de nourriture pour que nous puissions élever des enfants. C'est là que réside notre cœur. J'ai souvent discuté avec le gouvernement, mais nous ne sommes toujours pas respectés. Ne nous oubliez pas! Nous attendons votre aide!

Penghulu James, Long Lamai (représentant officiel des Penan d'Ulu Baram)



Un combat inégal au pays des Penan.
Photo: Florian Siebert

Nouvelles de la Malaysia

Industrie du bois: des sociétés malaysiennes actives à l'étranger

Présentées par Roger Graf

Innovest Bhd au Congo-Brazzaville

En septembre 1997, la firme malaysienne Innovest Bhd a commencé l'exploitation d'une concession de 3360 km² située au sud-ouest du Congo-Brazzaville, dont la production annuelle sera de 100 000 m³ de bois environ. 92% des actions de la filiale congolaise Innovest Congo SA appartiennent à la société mère, 5% au gouvernement de Mossendjo (Congo) et 3% à un «Investment Holding» inconnu.

Timbermaster Industries Bhd au Gabon

Au Gabon, Timbermaster Industries Bhd a acquis une nouvelle concession de 10 000 km² de forêt primaire située le long du fleuve Okano, à côté d'une autre concession (de 2200 km²) déjà exploitée par la même société. Il est prévu d'abattre principalement des okoumés et des ozigos à raison de 300 000 m³ par année au total. La société



En s'enfonçant dans les forêts pluviales d'Afrique centrale, les exploitants ouvrent la voie aux braconniers. Photo: WSPA

emploie 270 personnes et dispose de 62 bulldozers. Elle compte encaisser 120 à 150 dollars US par mètres cube de bois et réaliser un bénéfice annuel net de 9 millions de dollars US.

Rimbunan Hijau et WTK au Brésil

Le géant malaysien Rimbunan Hijau veut prendre pied au Brésil. Dans l'Etat du Para, il s'apprête à acquérir deux compagnies d'exploitation brésiliennes pour le prix de 40 millions de dollars US. En juin 1997, le directeur de la Rimbunan, Datuk Tiong Hiew King, a communiqué à la presse que les négociations étaient encore en cours. Au moment de mettre sous presse (15 novembre 1997), nous ignorons encore si l'affaire a abouti. D'autre part, aux dires de l'ambassadeur de Malaysia au Brésil, la firme WTK aurait acquis une concession de 3000 km² et une scierie dans une zone de forêt pluviale comprise entre les fleuves Jurua et Purus, dans l'Etat d'Amazonas.

Les autorités malaysiennes réfutent des critiques

Kuala Lumpur, le 27 juin 1997 («The Star») Datuk Abdullah Ahmad Badawi a réfuté les critiques selon lesquelles des personnalités officielles et des sociétés forestières malaysiennes menaceraient la forêt amazonienne. Le ministre aurait déclaré: «Nous n'avons rien à craindre car nous sommes certains que ces critiques sont infondées.» Selon lui, elles seraient de nature purement politique et économique. A la question «Pourquoi les compagnies forestières malaysiennes sont-elles toujours sous les feux de la critique?», le ministre a répondu: «Nous exploitons le bois dans un grand nombre de pays; il est donc naturel que nous soyons régulièrement surveillés.» Datuk Zainal Zain, ambassadeur de la Malaysia au Brésil, s'est montré plus agacé: «Nous sommes accusés de détruire des forêts, et on nous décrit comme des monstres venus abattre la forêt amazonienne. Montrez-nous un seul arbre coupé par une société malaysienne!» L'ambassadeur a accusé les riches pays occidentaux – qui eux-mêmes ne verraient dans l'Amazonie que des gisements de ressources exploitables – de mener campagne contre la Malaysia, dont les compagnies forestières (technologiquement plus avancées) les menaceraient de leur supériorité.

Indonésie

Le «New York Times» appelle au boycott des bois tropicaux!
(traduit de l'anglais par Roger Graf)

Catastrophe forestière en Asie
New York, le 27 septembre 1997

Selon toute vraisemblance, les épaisses fumées régnant sur l'ensemble du Sud-Est asiatique sont responsables d'une catastrophe aérienne. Vendredi, un avion indonésien perdu dans le smog s'est écrasé au sol, causant la mort de 234 personnes.

Les fumées provoquées par les incendies de forêt indonésiens (sur les îles de Sumatra et de Bornéo/Kalimantan) s'étendent maintenant à Singapour et Brunei, ainsi qu'à certaines régions de la Malaysia, des Philippines et de la Thaïlande. Bien que favorisés par la sécheresse, ces incendies ont été allumés par l'homme. En se jetant à corps perdu dans l'exploitation et la vente de bois, l'Asie est au-

jourd'hui confrontée aux pires problèmes. Depuis longtemps, les défenseurs de l'environnement avaient lancé des avertissements quant aux conséquences du déboisement. Mais ces mises en garde ont été interprétées comme des critiques d'Occidentaux animés de visées «subversives», cherchant à freiner la croissance économique du Sud-Est asiatique. Même les incendies de forêt de ces dernières années n'ont pas réussi à convaincre les chefs d'Etat asiatiques d'arrêter la déforestation. Ils constateront aujourd'hui qu'une croissance basée sur la destruction des ressources naturelles n'est pas viable.

C'est au moyen de masques que la population du Sud-Est asiatique tente de se protéger des effets nocifs du smog.
Photo: Reuters/TA du 1.10.1997



Jusqu'ici, le gouvernement indonésien a attribué la responsabilité des feux de forêt aux petits paysans cherchant à agrandir leurs cultures. Mais maintenant que les incendies durent depuis des mois et que les observations effectuées par satellites ont été rendues publiques, le gouvernement s'est vu contraint d'admettre que les feux se trouvent principalement dans les forêts de Sumatra et de Bornéo exploitées par les grandes compagnies forestières. Les peuples indigènes pratiquent la culture itinérante sur brûlis depuis des siècles, mais à une échelle familiale et sans que l'environnement subisse de notables atteintes.

En Indonésie, il arrive assez souvent que des compagnies s'installent sans autorisation, abattent les arbres puis boutent le feu à la végétation restante – en général sans indemniser les petits paysans – afin de pouvoir planter des palmiers à huile ou des eucalyptus et des acacias destinés à la production de pâte à papier. Cette déforestation est d'autant plus malheureuse qu'une grande partie des précieux bois tropicaux ne sont utilisés que pour la fabrication des coffrages servant à couler le béton sur les chantiers japonais. Par ailleurs, des panneaux de bois (10% environ de la production) prennent le chemin de l'Amérique du Nord, où ils sont utilisés dans la construction. L'exportation de troncs entiers étant interdite en Indonésie, le bois doit d'abord être débité. Le commerce des feuilles de bois, cartellisé, est contrôlé par le milliardaire Mohamed Bob Hasan, un partenaire de golf du président Suharto. Bien que le gouvernement ait indiqué que les responsables seraient punis, il n'en sera probablement rien: les pots-de-vin arrangent bien des choses, et

les amis de la famille du président ne risquent guère de subir des tracasseries judiciaires.

L'Indonésie n'est pas seule en cause. Dans la partie malaysienne de Bornéo, les déboisements sont encore pires. Ils sont importants aussi au Cambodge, en Thaïlande et dans d'autres pays de la région. En Indonésie, le bûcheronnage industriel est lié à la politique de migration du gouvernement, soutenue jusqu'en 1986 par la Banque mondiale. Cette politique encourage les petits paysans de Java – une île surpeuplée – à s'installer à Sumatra et à Bornéo. Hélas, les techniques utilisées par ces agriculteurs, parfaitement adaptées aux sols volcaniques très fertiles de Java, s'avèrent tout à fait inappropriées sur les autres îles, où elles se traduisent par une destruction de la forêt.

Ces tragiques incendies auront un effet salutaire s'ils convainquent le Sud-Est asiatique et les importateurs de bois tropicaux de prendre au sérieux le problème de la protection des forêts. Les États-Unis devraient se mettre à boycotter les bois mis en cause ou à exiger une déclaration d'origine des produits en bois, de manière que les consommateurs n'achètent plus n'importe lesquels. Le Japon, qui importe volontiers du bois provenant du pillage des forêts, devrait réviser sa politique d'importation. Mais en dernier ressort, il appartient aux politiciens du Sud-Est asiatique de changer de comportement et de ne plus tolérer une corruption contraire à l'intérêt général. La plupart ne songent qu'à s'enrichir davantage, sans prêter attention à ceux qui voudraient rendre un peu plus humaine et plus écologique l'interminable croissance économique de cette région.

Impressum

Bruno-Manser-Fonds (BMF)
Association pour les peuples de la forêt pluviale
Heuberg 25, CH - 4051 Bâle
Téléphone 061/261 94 74
Téléfax 061/261 94 73
E-mail: bmf@bmfonds.links.ch
Pour les dons:
Suisse/Liechtenstein: Coop-Bank, CH - 4002 Bâle,
compte 421329.29.00.00-5
France: La Poste, Strasbourg, CCP n° 2.604.59T
Deutschland: Deutsche Bank, Lörrach
(BLZ 683 700 34), Konto 1678556
Rédaction: Roger Graf

Auteurs: Roger Graf, John Künzli, Bruno Manser
Photos: Nigel Dickinson, Stephan Engler,
Ruedi Habegger, Bruno Manser, Reuters, WSPA,
Aila Ziegler
Dessin de couverture: Bruno Manser
Graphique (importations): Christoph Wiedmer
Traductions: Robert Gogel (français), Bruno Manser
et Roger Graf (allemand)
Mary-Louise Mettler (anglais)
Tirage: 5700 exemplaires (3500 en allemand,
1500 en français et 700 en anglais)
Paraît trois fois par année
L'abonnement à la lettre circulaire est gratuit.
Les dons sont toujours les bienvenus.
Composition et impression: Gremper AG, Bâle

Infos bois

Présentées par Roger Graf

Bravo!

Depuis notre dernière lettre circulaire (septembre 1997), nous avons appris que les communes de Feldis/Veulden GR, Gossau ZH, Luggagia TI et Lutzenberg AR ont à leur tour **renoncé à l'emploi de bois tropicaux** dans les constructions publiques. En France, la ville de Lille et la région Nord – Pas-de-Calais ont pris une décision semblable. Pour l'aménagement d'une promenade le long de la Garonne, la ville de Bordeaux a opté pour du bois de sapin à la place du bois tropical initialement prévu.



Caricature: «TAZ» (17.12.1996)

L'assortiment proposé par la chaîne anglaise B&Q (Do-it-yourself) comprend déjà 10% de bois à label FSC. La certification correspondant à cet écolabel est soutenue et encouragée par des organisations de défense de l'environnement telles que Greenpeace et le WWF. Migros va dans la même direction: en tant que membre fondateur du «**WWF Wood Group Suisse**» (Zurich, 16.9.1997), elle s'engage à ne plus proposer que du bois produit selon les critères du développement durable. Le contrat prévoit que dans 5 ans, le bois FSC représentera 100% de son offre dans le domaine du Do-it-yourself et 70% dans le domaine des meubles et accessoires Micasa. Dès 2005, Migros ne vendra plus que du bois FSC dans ces deux domaines. Sept autres entreprises de l'industrie du bois (meubles, instruments de musique, etc.) ont adhéré au WWG. Les membres s'engagent à utiliser du bois FSC, à déclarer l'origine de tous leurs bois et à améliorer – du point de vue écologique – l'ensemble de leur assortiment selon une échelle de priorités en quatre points. La priorité absolue va au bois FSC de Suisse et des régions avoisinantes.

Puis vient le bois FSC européen, suivi du bois suisse ou frontalier non labellisé. Au quatrième rang, on trouve le bois européen non labellisé et le bois FSC d'autres régions du monde. Le bois suisse non certifié a donc la priorité par rapport au bois labellisé tropical, canadien et sibérien. Cette hiérarchie des priorités est certainement unique au monde, car dans les WWG des autres pays, le bois FSC est systématiquement préféré au bois non certifié, même d'origine locale. Le BMF soutient la formule suisse (qui tient compte de critères tels que les transports) et félicite Migros et les autres membres du WWG de cette démarche exemplaire.

Le recours déposé contre la certification du bois coupé dans une zone de protection, au Gabon, a été accepté par le FSC. **La firme Isoroy/Leroy** a dû renoncer, au label que portait le bois d'okoumé provenant de cette région. Par ailleurs, quatre organisations de défense de l'environnement se sont plaintes auprès du comité du FSC International contre le mode de certification peu sérieux de **la firme SGS Forestry (Oxford)**, une filiale de la Société Générale de Surveillance SA (Genève): les plans de gestion faisaient défaut, et la consultation (exigée) des organisations locales actives dans la protection de l'environnement et dans le domaine social était trop sommaire. La SGS Forestry doit maintenant fournir les documents manquants et les informations requises concernant les critères complémentaires de certification. Tous les frais de recours ont été portés à sa charge. De plus, des experts FSC devront assister la SGS lors des prochains examens de certification. Pour une entreprise comme la SGS, qui a la réputation d'être crédible et fiable, cette situation est très embarrassante.

Au cours de la session d'automne des Chambres fédérales, le conseiller national Christoph Eymann a déposé **une motion visant à rendre obligatoire la déclaration d'origine** du bois et des produits en bois. Il s'est dit étonné du peu de progrès intervenu dans ce domaine (sauf à Migros, n.d.l.r.) depuis les précédents débats du parlement sur la question (1994), et ceci malgré les promesses faites à l'époque par certains représentants de l'industrie du bois. Eymann dit ne pas comprendre pourquoi l'introduction de la déclaration d'origine serait si difficile pour le bois, alors qu'elle a pu être réalisée à court terme pour la viande.

Info bois

Honteux!

(Dans notre lettre circulaire de septembre 1997, nous avons évoqué le cas des bancs en bois d'iroko placés dans les nouveaux abris des arrêts de **bus lausannois**. Dans une lettre au BMF, la Société générale d'affichage (SGA), qui a été mandatée par la commune, critique notre «manque de fair-play»: nous aurions dû la prévenir de notre action de protestation (envoi de lettres)! Le directeur, Bernard Develey, rejette sur l'administration communale – plus spécialement sur l'architecte – la responsabilité de ce choix. Un test d'une année effectué avec un banc en bois de chêne se serait soldé par un échec: le mauvais état du banc aurait conduit «à regret» au choix d'un bois tropical. Le bois de chêne étant réputé pour sa longévité, et les bancs dont il est question étant placés sous couvert, l'argument de la SGA ne nous paraît absolument pas crédible. Nous vous invitons par conséquent à lui écrire encore une fois – en français ou en allemand – et à demander le rapport écrit du test effectué.

Adresse: SGA, M. Bernard Develey,
case postale 1395, CH-1001 Lausanne
(fax 021/644 24 25)

Les Chemins de fer fédéraux ne montrent pas non plus le bon exemple et nous proposent toujours des bancs en bois tropical. Le hêtre ou le frêne conviennent parfaitement à un emplacement de ce genre. Veuillez donc envoyer une carte postale de protestation à la direction des CFF, afin qu'elle renonce à des choix aussi insensés.

Adresse: Direction générale des CFF,
Hochschulstrasse 6, CH-3030 Berne
(fax 031/220 28 91)

D'après une estimation du BMF, **l'entreprise Dreier SA** à Kleinlützel (Laufental soleurois) fabrique des portes composées à 70 ou 80% de bois tropicaux (sipo, ayous), spécialement dans les parties non visibles de celles-ci. Malgré nos requêtes réitérées, elle n'a pas voulu nous livrer d'indications sur les essences et les quantités utilisées, ni s'engager de quelque manière que ce soit à réduire sa consommation de bois tropicaux, se contentant d'inviter le BMF à passer voir, dans une année, si elle utilise toujours de tels bois. D'autres firmes vendent également des portes composées en partie de bois tropicaux: par exemple Brunex à Brunegg AG et Marchand à Reconvilier BE.

L'atelier Douglas S. Haslinger, à Hergiswil, propose des armoiries familiales sur acajou au prix de faveur de Fr. 169.–. Merci pour la faveur, mais cette publicité ne mérite que le recyclage ...

Le 14 octobre 1997 – donc deux jours avant la fondation du WWF Wood Group (voir ci-dessus) – **l'association suisse Economie forestière** a lancé son propre label pour le bois suisse, le «Q-Label Swiss Quality». Cette distinction, destinée à «garantir que le bois provient de forêts suisses traitées conformément aux dispositions légales en vigueur», ne constitue, en fait, qu'une indication de provenance. La stratégie de l'association est claire: il s'agit de torpiller les efforts des organisations environnementales visant à la certification des forêts suisses selon les critères, beaucoup plus rigoureux, du FSC.



**Bancs en bois tropical
à la station de Arth-Goldau.
Photo: Bruno Manser**

En vente au BMF

Tous les articles présentés sur cette page peuvent être commandés au BMF avec la carte ci-jointe.

Vidéos

«**Sago**» est un film documentaire consacré à la production du sagou. La fécule tirée de la moelle de certains sagoutiers (sortes de palmiers) constitue la nourriture de base des Penan nomades. Le montage, d'une durée de 45 minutes, a été réalisé à partir des séquences (plusieurs heures au total) tournées par Bruno Manser à la fin des années 80, lors de son séjour chez les Penan. Commentaires en allemand. La copie VHS est vendue au prix de Fr. s. 50.–.

Livre

Bruno Manser: «Voix de la forêt pluviale» (La vie des Penans et le récit de leur lutte, illustré par des croquis extraits du journal de Bruno Manser), 316 pages, Georg Editeur SA, Genève 1994
Fr. S. 39.–/FF 139.–



Articles en bois

Echantillons de bois. Exclusivement produite par le BMF, la collection de **20 échantillons de bois indigènes** est livrée dans une caissette en bois de sapin, d'épicéa et de peuplier (dimensions: 19 x 11 x 8,5 cm). Avec description des bois et jeu de cartes («Baum-Quartett»). Apprenez à connaître nos bois indigènes par le toucher et l'odorat. Convient



aussi pour l'école. Textes en allemand. Prix de vente: Fr. s. 80.–

Canifs. Les canifs de qualité supérieure, spécialement produits pour le BMF par Peter Luisoni dans l'atelier de tournage de Schiers (GR), constituent un cadeau idéal! **Ces canifs Victorinox** à 6 éléments sont enrobés de bois suisse (noyer, alisier ou buis). L'atelier de Schiers s'est ouvert en 1984. Il produit des éléments de construction (piliers en bois, balustrades), ainsi que des petits meubles et autres objets (coupes, boîtes, boules) en bois indigènes. Sa réserve comprend un grand choix de bois noble du pays. Le nom de l'essence et le lieu d'origine du bois utilisé sont pyrogravés sur le flanc de chaque canif. Les parties métalliques ayant été offertes par la firme Victorinox (un grand merci à elle!), acheter l'un de ces canifs revient à soutenir le BMF de manière appréciable. Prix de vente: pièce Fr. s. 45.–; dès 3 pièces, Fr. s. 40.–/pièce. Lors de la commande, préciser, s'il y a lieu, le bois désiré (noyer, alisier ou buis).



Alex Rabus, artiste de peintre, fait don d'une partie des bénéfices de la vente de son livre «Excès» au BMF. Veuillez trouver une carte de commande dans la lettre circulaire. Alex Rabus maintient des contacts étroits avec le BMF depuis des années. Nous le remercions de son geste très généreux!

Nouvelles du BMF

Plus de bois exploités dans des conditions inacceptables

Par Roger Graf et John Künzli

Peut-être avons-nous trop attendu. Enfin, le BMF s'est lancé dans cette campagne qui s'imposait depuis longtemps. L'objectif est ambitieux: convaincre 2942 communes suisses et 11 communes du Liechtenstein de renoncer dorénavant à l'emploi, dans les constructions et aménagements publics, de bois provenant de forêts pillées ou mal gérées. En novembre 1997, seules 40 communes (en comptant le canton de Bâle-Ville) avaient déjà pris une telle décision. Au total, cependant, ces communes représentent 1,5 million d'habitants, soit 20% de la population suisse.

Nous avons la chance de pouvoir disposer d'un matériel d'information déjà éprouvé: les directives exemplaires de la ville de Zurich, le procès-verbal de la décision communale de Fällanden ZH et le petit guide publié à l'intention des intéressés par le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures. Ces documents aimablement mis à notre disposition ont été traduits dans les 3 autres langues nationales et ont idéalement complété le matériel nécessaire pour la campagne.

Le 20 novembre 1997, le BMF a organisé une conférence de presse à Berne. A cette occasion, Ueli Widmer (conseiller d'Etat du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures), Remo Gysin (conseiller national, Bâle-Ville), Maurice Egger (adjoint communal, Fribourg), Claude-Alain Vuille (garde-forestier) une femme Penan et Bruno Manser ont informé les médias sur nos activités et nos publications. Le même jour, une annonce a paru dans quelques journaux des quatre régions linguistiques, afin d'attirer encore davantage l'attention du public sur notre requête (voir dernière page). Enfin, toutes les communes de Suisse et du Liechtenstein qui n'ont pas encore pris de décision concernant l'emploi de bois exploités dans des conditions inacceptables ont reçu notre documentation et un appel à prendre des dispositions dans ce domaine. Nous espérons qu'un nombre aussi grand que possible de communes franchiront ce pas, de manière qu'au niveau communal au moins, ces bois ne soient plus utilisés dans les nouveaux bâtiments publics.

Chère lectrice, cher lecteur, pour assurer le succès de cette campagne, nous avons en-

core besoin de votre aide. D'une part, beaucoup de communes devront être relancées. Téléphonnez donc à un représentant des autorités de votre localité et demandez-lui où en sont les choses, si une décision a déjà été prise. Informez-en le BMF ou appelez-nous en renfort si nécessaire. Notre secrétariat répond de 9 à 13 h les jours ouvrables.

D'autre part, nous avons donc été contraints de prélever provisoirement 14 000 francs du budget ordinaire du BMF. C'est pourquoi les dons que vous pourriez encore nous faire parvenir dans ce but seront reçus avec beaucoup de gratitude (mentionnez simplement «campagne 1997» sur le bulletin de versement). Nous vous en remercions de tout cœur.

Un cordial merci aux donatrices et donateurs suivants:

Barbara Nathan-Neher (Zurich), Ernst Beyeler (Bâle), Hans Peter Ming (Zumikon ZH), Robert Felber (Buttisholz), Marlyse Schuppisser (Bâle), Lia Béatrice Leutwyler (Zurich), Victorinox AG (Ibach), Direction de la protection de l'environnement du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures (Hérisau), Office de la protection de l'environnement et de l'énergie de Bâle-Campagne (Liestal), offices de protection de l'environnement des villes de Saint-Gall et de Winterthur, Département des constructions de la ville de Zurich, World Wide Fund for Nature Svizzera (Bellinzona), Lia Rumantscha (Cuir/Coire) et divers donateurs et entreprises anonymes.



Alex, berger bernois, assure le transport écologique des enveloppes au bureau de poste le plus proche.
Photo: Stephan Engler

**L'abonnement à
la lettre circulaire
est gratuit.
Les dons sont toujours
les bienvenus.**